



**DEMANDE DE DEROGATION SCOLAIRE
ENFANT DOMICILIE A AIX**

ANNEE SCOLAIRE 2022/2023

ECOLE DE PROXIMITE : **ECOLE ACTUELLE:**

(si différente de l'école de proximité)

ECOLE SOUHAITEE : **CLASSE :**

ENFANT

Sexe : Masculin Féminin

NOM : Prénoms :

Né(e) le : Lieu de Naissance :

(Commune et département)

Adresse :

Code Postal : Ville :

RESPONSABLES LEGAUX

	RESPONSABLE 1	RESPONSABLE 2
NOM		
PRENOM		
QUALITE	<input type="checkbox"/> Père <input type="checkbox"/> Mère <input type="checkbox"/> tuteur	<input type="checkbox"/> Père <input type="checkbox"/> Mère <input type="checkbox"/> tuteur
SITUATION FAMILIALE	<input type="checkbox"/> Célibataire <input type="checkbox"/> Marié(e) <input type="checkbox"/> Pacsé(e) <input type="checkbox"/> Concubinage <input type="checkbox"/> Divorcé(e) <input type="checkbox"/> Séparé(e) <input type="checkbox"/> Veuf(ve)	<input type="checkbox"/> Célibataire <input type="checkbox"/> Marié(e) <input type="checkbox"/> Pacsé(e) <input type="checkbox"/> Concubinage <input type="checkbox"/> Divorcé(e) <input type="checkbox"/> Séparé(e) <input type="checkbox"/> Veuf(ve)
DOMICILE	Adresse : Code Postal : Ville :	Adresse : Code Postal : Ville :
TELEPHONE	Domicile : Portable : Travail :	Domicile : Portable : Travail :
MAIL		

FRATRIE (résidant à la même adresse)

Enfant(s) déjà scolarisé(s)	Enfant(s) non encore scolarisé(s)
Nom/Prénom	Nom/Prénom
Date de naissance :	Date de naissance :
Ecole/classe fréquentée :	
Nom/Prénom	Nom/Prénom
Date de naissance :	Date de naissance :
Ecole/classe fréquentée :	

En accord avec l'article 372-2 du code civil, à l'égard des tiers de bonne foi, «chacun des parents est réputé agir avec l'accord de l'autre, quand il fait seul un acte usuel de l'autorité parentale relativement à la personne de l'enfant », je certifie en outre sur l'honneur que l'inscription scolaire de mon enfant est effectuée conjointement.

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements figurant ci-dessus.

A le Signature des Responsables légaux :

MOTIFS PRECIS DE LA DEMANDE DE DEROGATION

Motifs		Critères examinés	Justificatifs à fournir
Cocher :			Cocher :
<input type="checkbox"/>	Regroupement de fratrie	<ul style="list-style-type: none"> ♦ L'enfant a un frère ou une sœur déjà présent(e) dans l'école souhaitée et qui le sera encore l'année suivante 	Pas de justificatif à fournir
<input type="checkbox"/>	Rattachement par rapport au lieu de travail	<ul style="list-style-type: none"> ♦ Enfant dont les deux parents travaillent ou le seul parent qui en a la charge ♦ Ecole dont dépend l'adresse du lieu de travail d'un des 2 parents 	<input type="checkbox"/> <u>Justificatif du lieu de travail</u> : Attestation de l'employeur mentionnant l'adresse du lieu de travail et les horaires de travail pour chaque responsable légal ou en cas de séparation, le responsable légal qui a la charge de l'enfant
<input type="checkbox"/>	Garde par parent/entourage proche ou assistante maternelle agréé	<ul style="list-style-type: none"> ♦ Enfant dont les deux parents travaillent ou le seul parent qui en a la charge ♦ L'école concernée par la dérogation est celle qui relève du <u>périmètre d'habitation de la personne qui garde l'enfant</u> 	<input type="checkbox"/> Attestation de l'employeur mentionnant l'adresse du lieu de travail et les horaires de travail pour chaque responsable légal ou en cas de séparation, le responsable légal qui a la charge de l'enfant + <input type="checkbox"/> Photocopie d'un justificatif de domicile de moins de 3 mois de la personne ayant la garde de l'enfant (liste ci-jointe) + <input type="checkbox"/> Attestation sur l'honneur signée par la personne ayant la garde de l'enfant + <input type="checkbox"/> Pièce d'identité (CNI, passeport) de la personne ayant la garde de l'enfant
<input type="checkbox"/>	Autre situation	<ul style="list-style-type: none"> ♦ Horaires de travail atypiques ♦ Raisons médicales affectant le(s) parent(s) ou l'enfant ♦ situation particulière motivant une demande de dérogation au secteur scolaire 	<input type="checkbox"/> Courrier décrivant la situation qui motive une demande de dérogation + <input type="checkbox"/> Suivant les cas : ♦ Attestation de l'employeur mentionnant l'adresse du lieu de travail et les horaires de travail pour chaque responsable légal ou en cas de séparation, le responsable légal qui a la charge de l'enfant ♦ certificat médical attestant du problème de santé ♦ autre justificatif permettant d'étudier la demande de dérogation

Décision de la Commission de Dérogation Ville d'Aix en Provence

AUTORISE

N'AUTORISE PAS

le/...../ 2022

PIECES A JOINDRE OBLIGATOIREMENT AU DOSSIER (PHOTOCOPIES)

- 1/ Document d'identité d'un représentant légal de l'enfant (Carte Nationale d'Identité, passeport)
- 2/ Photocopie intégrale du livret de famille ou copie intégrale de l'acte de naissance de moins de trois mois

- En cas de séparation de parents naturels :

- décision du Juge aux Affaires Familiales précisant l'autorité parentale et la garde de l'enfant (1 photocopie du jugement: 1ère et dernière page ainsi que celles concernant la décision de garde et d'autorité parentale)

- ou à défaut autorisation écrite de l'autre parent avec photocopie de la Carte Nationale d'Identité

- **En cas de divorce** : jugement de divorce/décision du Juge aux Affaires Familiales précisant l'autorité parentale et la garde de l'enfant (1 photocopie du jugement: 1ère et dernière page ainsi que celles concernant la décision de garde et d'autorité parentale)

3/ Justificatif de domicile au choix parmi les pièces suivantes uniquement :

- **Facture de moins de 3 mois** : gaz, électricité, téléphone fixe ou abonnement internet
- **Justificatif du Trésor Public**: dernier avis d'imposition sur le revenu ou taxe d'habitation de l'année en cours (sans visualisation des sommes) si adresse actuelle
- **Autres pièces justificatives**: quittance de loyer (tamponnée et signée), ou un bail officiel ou une attestation d'assurance de la résidence principale.

Si hébergement chez une tierce personne (1 photocopie de chaque pièce suivante) :

- **Attestation d'hébergement** –merci d'utiliser l'attestation fournie par la Ville
- **Pièce d'identité de l'hébergeant**
- **Justificatif de domicile de l'hébergeant de moins de 3 mois** (voir liste ci-dessus)
- **Un document officiel attestant la résidence de fait de l'hébergé au domicile de l'hébergeant** (dernier avis d'imposition ou de non-imposition sur le revenu, attestation de sécurité sociale, attestation de la Caisse d'Allocations Familiales, attestation de pôle emploi, dernier bulletin de salaire)

4/ Vaccinations obligatoires : copies pages du carnet de santé à jour avec nom et prénom de l'enfant où figurent les vaccinations ou certificat du médecin

5/ Tout justificatif du motif de la demande de dérogation nécessaire pour l'instruction de votre dossier (voir liste justificatifs à fournir en fonction du motif de dérogation)

TOUT DOSSIER INCOMPLET NE SERA PAS TRAITE

Les demandes sont traitées en fonction des effectifs prévisionnels des écoles sous réserve des places disponibles dans l'école demandée après admission des enfants du secteur

Les dossiers de demande de dérogation sont étudiés en commission de dérogation, une réponse écrite vous sera formulée APRES le passage de votre dossier en commission (courant juin)
Tout dossier déposé hors délai de la période d'inscriptions scolaires ne pourra pas être traité

POUR TOUS RENSEIGNEMENTS

SERVICE VIE SCOLAIRE
19, rue Lisse Saint Louis
13100 AIX EN PROVENCE
Tél : 04 42 91 90 41

Conformément aux articles 39 et suivants de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée en 2004 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification ou suppression des informations la concernant, en s'adressant à la Direction susnommée.

Conformément à l'article 441-6 du code pénal : « Le fait de se faire délivrer indûment par une administration publique ou par un organisme chargé d'une mission de service public, par quelque moyen frauduleux que ce soit, un document destiné à constater un droit, une identité ou une qualité ou à accorder une autorisation est puni de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 euros d'amende.

Est puni des mêmes peines le fait de fournir sciemment une fausse déclaration ou une déclaration incomplète en vue d'obtenir ou de tenter d'obtenir, de faire obtenir ou de tenter de faire obtenir d'une personne publique, d'un organisme de protection sociale ou d'un organisme chargé d'une mission de service public une allocation, une prestation, un paiement ou un avantage indu. »